



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Joëlle URBANI

## **Hors commission - Convention de mise à disposition de la plateforme Bon et Local (Bocal) entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Grand Pic Saint-Loup et Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une démarche d'élaboration et de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), adoptée par la délibération du 26 juin 2015, révisée en 2022, dont la première reconnaissance de « *Projet Alimentaire de Territoire* » (PAT) en 2017 a été renouvelée en 2021.

La nouvelle stratégie de la P2A porte l'objectif central de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire et formule notamment l'importance croissante des coopérations avec les territoires voisins afin de cultiver les coopérations entre espaces urbains, périurbains et ruraux. La P2A se pense maintenant à l'échelle des bassins de consommation et d'approvisionnement.

La présente délibération propose ainsi de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire et la volonté de co-construire en associant pleinement les territoires de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup, de Pays de l'Or Agglomération et de Pays Cœur d'Hérault à la refonte de la plateforme numérique Bon et Local (Bocal), projet cofinancé par le plan de relance de l'Etat et présenté par la Métropole en 2021.

### **La P2A, une politique partenariale**

La P2A est une politique co-élaborée et mise en œuvre avec les communes de la Métropole, les acteurs de l'agriculture et de l'alimentation : organismes publics, associations, organisations interprofessionnelles, pôles de compétitivité, chercheurs, enseignants, entreprises innovantes, producteurs, transformateurs, logisticiens, distributeurs...

Dans le cadre de la préparation de contrats de réciprocité avec les intercommunalités voisines, la P2A se construit de plus en plus en inter-territorialité à partir d'échanges d'expériences et de relations entre zones de productions et bassin de consommation.

Le déploiement est également rendu possible par le soutien de ses partenaires financiers : Etat, Région, Département, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, Union Européenne... La dotation de 729 000 € sur 2 ans qu'a attribué l'Etat dans le cadre du plan de relance en soutien aux actions partenariales du PAT est une traduction de la capacité de la P2A à mobiliser ses partenaires au profit de projets structurants pour le territoire.

### **Les objectifs**

Après une première étape de maturation et d'expérimentations pionnières, la P2A a travaillé à renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire par la relocalisation de la production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi qu'au déploiement de réseaux de distribution permettant de nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...).

La P2A vise ainsi à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

## **Orientation : co-construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire**

La volonté est de co-construire et mettre en œuvre la P2A avec l'ensemble des acteurs du bassin de production et de consommation.

L'animation du système agricole et alimentaire du territoire a permis le développement de synergies, avec des échanges féconds. Il s'agit aujourd'hui de formaliser une gouvernance partenariale sur mesure et des outils de pilotage associés. Cette orientation se décline selon les objectifs opérationnels suivants :

- Assurer la synergie de l'action publique sur le territoire de la Métropole avec les politiques publiques connexes ;
- Faire rayonner la P2A au-delà du territoire en articulant les échelles de coopération. L'approvisionnement de la Métropole se construit avec les collectivités voisines, le Département et la Région, en favorisant le partage de pratiques ;
- Construire des outils de pilotage du système agroécologique et alimentaire.

### **Le projet de convention de mise à disposition de la plateforme Bocal aux EPCI du bassin de vie montpelliérain**

Dans ce cadre, en 2021, Isabelle TOUZARD a présidé des rencontres bilatérales avec les élus en charge de l'agriculture et de l'alimentation de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup (CCGPSL), du Pays de l'Or Agglomération (POA) et de Pays Cœur d'Hérault (PCH), en vue de construire le volet thématique P2A des contrats de réciprocité.

En janvier 2022, la délibération de révision de la P2A a été adoptée, formulant l'importance croissante des coopérations avec les territoires voisins. La P2A se pense maintenant à l'échelle des bassins de consommation et d'approvisionnement.

Destinée à devenir l'outil numérique assurant la visibilité de la politique publique P2A aux côtés de son volet évènementiel que constituent les 4 Saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable, la plateforme numérique Bocal fonctionne à l'échelle du bassin de vie : la Métropole, POA, CCGPSL et PCH. Bocal recense et cartographie les points de vente en circuit court et/ou en bio (461 à ce jour) et diffuse des actualités sur les thématiques de l'agroécologie et de l'alimentation durable sur les 4 territoires : la Métropole, CCGPSL, POA et PCH.

Après plusieurs années d'utilisation, cet outil collaboratif de valorisation des circuits courts de référence dans le bassin de vie Montpelliérain a besoin d'évoluer. Un projet de refonte de la plateforme Bocal, financé par le Plan de Relance et la Métropole, est apparu nécessaire afin de la faire évoluer vers un outil plus moderne. Dans ce cadre, POA a proposé de co-porter l'évolution de cette plateforme. Cela constitue une suite logique à la collaboration avec POA et CCGPSL autour de Bocal. C'est tout naturellement que la Métropole a proposé aux autres EPCI partenaires historiques de s'associer : CCGPSL et PCH.

Pour formaliser ce portage en coopération inter-territoriale, la Métropole a proposé la signature d'une convention de mise à disposition de la plateforme Bocal.

La convention de mise à disposition est un outil opérationnel partagé matérialisant la coopération. La proposition de POA pour le co-portage et le co-financement de la plateforme Bocal s'inscrit dans la lignée stratégique de l'amplification des démarches inter-territoriales, tout en permettant de passer un cap : celui du co-développement d'un outil opérationnel partagé avec les EPCI partenaires.

Cette convention de mise à disposition de la plateforme avec les EPCI voisins pour le portage en 2023 d'une prestation de révision de Bocal effective en 2024, signifie un partage des coûts mais aussi l'acceptation du partage progressif de la propriété intellectuelle et de la gouvernance de la plateforme Bocal.

## Volet opérationnel

La refonte de la plateforme Bocal se fera via plusieurs marchés successifs regroupés au sein d'une unité fonctionnelle de projet, portés administrativement par la Métropole :

- ⇒ Un 1<sup>er</sup> marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la phase d'évolution et de mise à jour de la plateforme associant la Métropole/POA et CCGPSL (EPCI associés). Son montant est estimé à 85 000 € TTC pour accompagner le projet dans :
  - o La définition du besoin, co-construite avec les membres signataire de la convention et les partenaires : ateliers de concertation autour de proposition d'évolutions pour la plateforme, mise en évidence des enjeux et choix techniques à opérer, aide à la décision ;
  - o La rédaction du cahier des charges et du dossier de consultation pour le développement informatique ;
  - o Le *sourcing* des prestataires ;
  - o Le pilotage du développement informatique ;
- ⇒ Un 2<sup>ème</sup> marché pour la mission de déploiement du développement informatique, pilotée par le prestataire sur la création informatique ;
- ⇒ Eventuellement un 3<sup>ème</sup> marché dans le cadre d'une seconde phase, dite « *d'animation de la nouvelle plateforme* », en coordination avec celle de PCH pourra intervenir en 2024 entre ce syndicat intercommunal et les 3 EPCI susvisés, si la décision en est prise collégialement entre les 4 EPCI. Elle interviendrait suite à une révision des clauses de la convention de mise à disposition de la plateforme Bocal.

## Volet financier

POA et CCGPSL s'inscrivent dans la convention de mise à disposition. PCH reste partenaire actif, sans financement : ce partenariat sera formalisé par un avenant à la convention lorsque la question de l'animation commune de la plateforme sera abordée pour 2024.

La refacturation des travaux de refonte de la plateforme Bocal par la Métropole aux EPCI partenaires sera établie au prorata des derniers chiffres de population INSEE connus pour les 3 EPCI associés (la Métropole/POA/CCGPSL).

## En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de la plateforme Bocal entre Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération, Grand Pic Saint-Loup et Pays Cœur d'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-217129-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention de prestation de services 23-12.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.